



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# COMITÉ DE L'AGRICULTURE

## Vingt-huitième session

18-22 juillet 2022

**Mise à jour sur l'action menée par la FAO pour faire face à la covid-19: mise en œuvre de «construire pour transformer», et mise à jour sur la Coalition pour l'alimentation de la FAO**

### Résumé

Avant la pandémie de covid-19, déjà, la faim dans le monde continuait d'augmenter. On estime qu'entre 720 et 811 millions de personnes ont souffert de la faim en 2020 – soit 161 millions de personnes supplémentaires en un an. Cette année-là, l'Afrique et l'Amérique latine et les Caraïbes ont été les régions les plus touchées par ces hausses. Toutefois, des augmentations ont aussi été observées en Amérique du Nord et en Europe. Au niveau mondial, l'écart entre les femmes et les hommes en matière d'insécurité alimentaire s'est encore accentué au cours des dernières années, marqué par la pandémie; ainsi, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave a été 10 pour cent plus élevée chez les femmes que chez les hommes en 2020, contre 6 pour cent en 2019. La couverture des services nutritionnels essentiels a diminué de 40 pour cent, et près de la moitié des pays du monde ont signalé une baisse de 50 pour cent ou plus pour au moins une intervention nutritionnelle. Les programmes de nutrition dans les écoles ont été les plus touchés.

En juillet 2020, en réponse à la pandémie, la FAO a lancé le Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19. Grâce à ce programme, élaboré en étroite consultation avec les parties prenantes nationales, la FAO a adopté une approche globale afin de prendre les devants face aux conséquences socioéconomiques de la pandémie, ce qui s'ajoutait à la réponse humanitaire fournie, et d'apporter son soutien aux Membres qui en font la demande. Dans ce contexte, la Coalition pour l'alimentation a été mise en place en tant que volet complémentaire afin de coordonner un mécanisme multipartite et multisectoriel visant à mobiliser une assistance politique, financière et technique pour relever les défis posés et se redresser. La Coalition pour l'alimentation est rapidement devenue un élément essentiel du programme sur la sécurité alimentaire mené par le G20 sous la Présidence italienne, ainsi qu'une initiative clé de la FAO.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:*

M<sup>me</sup> Beth Bechdol  
Directrice générale adjointe  
Tél.: +39 06 570 51800

M. Máximo Torero Cullen  
Économiste en chef  
Tél.: +39 06 570 50869

## I. Contexte

1. Avant la pandémie de covid-19, déjà, la faim dans le monde continuait d'augmenter. On estime qu'entre 720 et 811 millions de personnes ont souffert de la faim en 2020 – soit 161 millions de personnes supplémentaires en un an. Cette année-là, l'Afrique et l'Amérique latine et les Caraïbes ont été les régions les plus touchées par ces hausses. Toutefois, des augmentations ont aussi été observées en Amérique du Nord et en Europe.

2. D'après l'édition 2021 du *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, on estime que 155 millions de personnes, dans 55 pays et territoires, étaient en situation de crise ou pire (phase 3 ou supérieure du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire), ce qui représente une augmentation de 20 millions de personnes environ par rapport à 2019. Bien qu'il soit difficile de distinguer les effets précis de la covid-19 de ceux d'autres facteurs de stress, l'analyse de ce rapport montre que la pandémie a eu un effet aggravant sur les facteurs de crise alimentaire préexistants et actuels, principalement en raison des restrictions imposées face à la pandémie qui ont fait chuter l'activité économique, ce qui a entraîné des pertes de revenus et une réduction du pouvoir d'achat des ménages.

3. Les petits exploitants agricoles et leurs familles, de même que les travailleurs de tous les secteurs alimentaires, sont particulièrement vulnérables aux conséquences de la covid-19. De plus, la pandémie a fait obstacle à la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 5, à savoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles; les femmes rurales ont subi une charge disproportionnée dans la crise de la covid-19, étant donné que la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave était 10 pour cent plus élevée chez les femmes que chez les hommes en 2020, contre 6 pour cent en 2019. La pandémie a aussi porté atteinte à d'autres catégories de populations: les producteurs, les transformateurs et les commerçants agricoles, les intervenants et les soignants, ainsi que d'autres groupes exclus, marginalisés et vulnérables, comprenant, sans s'y limiter, les personnes pauvres ou extrêmement pauvres, les travailleurs informels, les jeunes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les peuples autochtones. La couverture des services nutritionnels essentiels a diminué de 40 pour cent, et près de la moitié des pays du monde ont signalé une baisse de 50 pour cent ou plus pour au moins une intervention nutritionnelle. Les programmes de nutrition dans les écoles ont été les plus touchés.

4. Au cours de ces deux années de pandémie, les marchés et le commerce agroalimentaires se sont avérés résilients et le secteur agricole s'est révélé être un secteur économique solide. Alors que la pandémie de covid-19 entre dans une nouvelle phase, on sait que les efforts collectifs et la coopération multilatérale ont été essentiels au maintien et au fonctionnement fluide et continu du commerce et des systèmes agroalimentaires. Les mesures d'endiguement de la pandémie ont eu des effets à court terme et l'abondance des disponibilités alimentaires mondiales a assuré la résilience du secteur.

5. Les systèmes agroalimentaires mondiaux ont certes résisté à la crise, mais les pertes de revenus et la flambée des prix des denrées alimentaires ont creusé les inégalités. Par habitant, les revenus se sont contractés dans un plus grand nombre de pays que jamais auparavant, ce qui a aggravé les inégalités, notamment dans les zones rurales. Les mesures de confinement ont eu des répercussions fortes sur la classe moyenne, car celle-ci est fortement présente dans les travaux et l'économie du secteur informel, et elles ont porté atteinte à ses activités économiques et à ses revenus. L'absence de direction unie à l'échelle mondiale pour trouver une approche cohérente face aux défis posés par la pandémie, associée aux inégalités d'accès aux vaccins au niveau mondial, a produit des effets extrêmement négatifs sur les pays vulnérables et a été source de nombreuses autres difficultés.

## II. Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19

6. La FAO travaille sans relâche dans le cadre de son Programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19, lancé en juillet 2020, et a mobilisé un soutien financier et technique pour aider les populations rurales et pour relancer les activités économiques. Le Programme, dont les besoins opérationnels s'élèvent à 1,32 milliard d'USD, avait reçu, en février 2022, des contributions confirmées et annoncées totalisant 466 millions d'USD, soit plus de

35 pour cent de l'objectif. Les contributions volontaires, destinées à la fois à des projets de développement et à des projets d'urgence, s'élevaient à 435 millions d'USD, dont 329 millions d'USD de contributions approuvées et 106 millions d'USD de contributions prévues. Actuellement, les ressources fondamentales de la FAO (Programme de coopération technique - Programmes PCT) consacrées au Programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 représentent environ 31 millions d'USD, auxquels s'ajoute 1,85 million d'USD spécialement affecté par le Fonds multidisciplinaire de la FAO pour l'élaboration de données et de statistiques relatives à la covid-19.

7. Suivant l'évolution de la pandémie, la part des contributions volontaires approuvées axées sur le développement est passée de 9 pour cent initialement à 32 pour cent, actuellement, de l'ensemble des contributions approuvées. Cela semble indiquer que les contributions au Programme évoluent progressivement, d'une approche fondée sur l'urgence, vers une approche fondée sur le développement.

8. En matière de priorités régionales, c'est l'Afrique qui a reçu à ce jour le plus grand nombre de contributions volontaires et de ressources de la FAO (38 pour cent du total, et en augmentation), suivie de la région Proche-Orient et Afrique du Nord et de la région Amérique latine et Caraïbes (30 pour cent et 13 pour cent du total, respectivement). Cinq pour cent de l'ensemble des ressources sont consacrés aux projets d'envergure mondiale. À l'inverse, la part des fonds alloués aux régions Asie et Pacifique (11 pour cent) et Europe et Asie centrale (3 pour cent) est en diminution, ce qui montre qu'il est nécessaire de rééquilibrer les priorités régionales.

9. En 2021, les efforts du Programme ont porté sur: des sources de données innovantes pour surveiller et évaluer rapidement l'incidence de la covid-19; l'élargissement et la transposition à plus grande échelle des programmes nationaux de protection sociale dans plusieurs régions; des travaux d'analyses de l'incidence de la pandémie sur le commerce agroalimentaire, y compris une formation en ligne sur la sécurité alimentaire et les systèmes d'alerte précoce, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé animale, l'Organisation mondiale de la Santé et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, afin de suivre les interactions entre les animaux et les humains et de promouvoir une approche «Une seule santé» complète; et une planification des interventions d'urgence intéressant la transhumance sûre des éleveurs pastoraux vers les pâturages d'hiver (en Afghanistan, par exemple).

10. Le Programme a également prouvé l'importance cruciale de systèmes de suivi solides, notamment de systèmes d'alerte rapide, aux fins de la collecte et de l'analyse des données en temps réel, du suivi des prix, et de la détection de zones de vulnérabilité et de goulots d'étranglement. Il a souligné l'utilité d'établir un lien fort entre les décisions et les mesures relatives aux politiques à court, moyen et long terme, en mettant l'accent sur les femmes, le groupe le plus durement touché par la pandémie dans les systèmes agroalimentaires. Il a également rappelé la nécessité de politiques et de stratégies qui s'attaquent aux problèmes structurels liés aux inégalités et qui proposent des mesures immédiates et concrètes, requises pour garantir un travail décent et la participation économique au secteur informel.

### **III. Coalition pour l'alimentation**

11. Créée en novembre 2020, proposée par le Gouvernement italien et dirigée par la FAO, la Coalition pour l'alimentation est une alliance mondiale à caractère facultatif et un mécanisme de coordination ouvert à toutes les parties prenantes désireuses de contribuer à une action coordonnée visant à préserver la sécurité alimentaire et la nutrition et à promouvoir une transformation durable des systèmes agroalimentaires après la pandémie de covid-19. En tant que mécanisme de coordination souple, la Coalition pour l'alimentation apporte des idées novatrices, des possibilités de sensibilisation, une expertise technique en réponse aux besoins et priorités nationaux, à la fois horizontalement (d'un domaine de travail thématique à l'autre), et verticalement (du niveau local au niveau mondial, avec notamment les organismes des Nations Unies, les organisations internationales et les acteurs non étatiques pertinents). Cela facilite ainsi également les initiatives innovantes multi-acteurs et multi-pays.

12. Dans cet esprit et dans le cadre de l'appel à l'action en faveur de la sécurité alimentaire lancé par le G20, la Coalition pour l'alimentation a publié un appel à propositions le 29 juin 2021. Par cet appel, la FAO a invité l'ensemble de ses Membres à unir leurs efforts et à former des alliances entre pays et avec les acteurs non étatiques, qui ont un intérêt mutuel à relever les défis concrets sur le terrain. Quarante institutions des Membres ont soumis des propositions en réponse à cet appel, qui a été clôturé le 18 septembre 2021, à l'occasion de la réunion des Ministres de l'agriculture du G20, à Florence. Dix propositions ont ensuite été sélectionnées et regroupées dans un portefeuille qui a été officialisé en tant que composante opérationnelle du mécanisme de la Coalition pour l'alimentation. Ce portefeuille sera présenté aux pays membres du G20 et à d'autres Membres intéressés. Les projets seront mis en œuvre par les bureaux décentralisés de la FAO qui sont concernés, avec l'appui de ses divisions techniques.

13. D'autres points importants de la Coalition pour l'alimentation sont mis en œuvre aux niveaux national, régional et mondial afin de faciliter et soutenir les dialogues multi-pays et multi-parties prenantes: renforcer les activités de sensibilisation et de promotion; mobiliser les ressources financières et techniques nécessaires aux priorités mondiales les plus urgentes; proposer des solutions innovantes multi-acteurs et multi-pays; fournir les experts techniques et l'expertise appropriés pour répondre concrètement aux besoins nationaux et mener à bien, dans les délais, les actions sur le terrain, sans cesser d'attirer l'attention mondiale sur les domaines thématiques clés.